



A Marseille, le 8 novembre 2014

Les 10<sup>e</sup> Rendez-Vous Economiques de la Méditerranée se sont tenus le samedi 8 novembre en conclusion de la Semaine Economique de la Méditerranée à la Villa Méditerranée à Marseille en présence d'un public nombreux et de nombreuses personnalités du monde politique et académique des différents pays méditerranéens qui se sont exprimées :

**« Quelle contribution l'économie sociale et solidaire peut-elle apporter au développement en Méditerranée ? »**

Dans la continuité des travaux de l'année précédente, mettant l'accent sur l'importance du lien entre l'avenir de la région Méditerranée et celui de sa jeunesse, les participants à cette édition ont poussé la réflexion et les propositions qui pourraient être issues de l'économie sociale et solidaire comme vecteur de cohésion sociale. L'idée étant de faire participer et d'intégrer des pans entiers de la population laissés à l'écart.

Les participants ont considéré que les apports de l'économie sociale et solidaire, créant de fait un modèle de développement avec ses propres spécificités et peu exposés à la financiarisation de l'économie, étaient les suivants :

- Inclure des groupes exclus et de leur conférer de l'autonomie
- Répondre au manque de diversification des économies
- Intégrer et valoriser de nouvelles formes de création de richesses
- Offrir une réponse à la question démographique et construire des solidarités intra et inter générationnelles

Pour atteindre l'objectif de mise en place d'un modèle de développement résilient et inclusif, les participants se sont mis d'accord sur les recommandations suivantes :

- **Prise en compte des nouvelles formes de création de richesses que représentent toutes les initiatives d'économie sociale et solidaire des plus minuscules, des plus familiales, des plus locales, jusqu'aux mouvements coopératifs, mutualistes et associatifs.**
  - o Apporter un encadrement juridique et réglementaire de l'ESS
  - o Intégrer un volet ESS dans les conventions Etat-Territoire et promulguer un « Small business act »
  - o Donner aux collectivités locales les moyens d'agir et de mobiliser les ressources dans le domaine de l'ESS

- **Une mobilisation plus efficace des ressources et des acteurs financiers locaux : des circuits de financement adaptés et mieux organisés pour drainer des financements institutionnels et privés**
  - o Créer un organisme financier susceptible de créer et gérer des outils adaptés : des titres associatifs, des prêts participatifs, des contrats d'apports associatifs
  - o Créer un fonds d'amorçage associatif, première marche vers la structuration financière
  - o Adapter la législation en matière de microfinance et démultiplier le micro-crédit pour un accès à tous les acteurs du secteur
  
- **Une meilleure coordination entre les institutions internationales pour éviter une déperdition des financements au secteur de l'ESS et assurer une alternative au manque de financements publics de certains pays**
  - o Insister sur le financement multilatéral des projets à dimension régionale
  - o Créer un fonds réunissant toutes les ressources à destination de l'ESS vers les pays de la Méditerranée
  - o Mettre en place des fonds de garantie par les Etats via les institutions internationales

Enfin, les participants se sont mis d'accord sur la nécessité d'une vision partagée dans le cadre d'une charte pour un nouveau contrat social pour jeunesse euro-méditerranéenne. Cette charte engagerait les acteurs publics et sensibiliserait la population aux outils et moyens de l'ESS. Elle définirait un cadre politique incluant l'ensemble de la société civile.



Les Rendez-vous de la Méditerranée se déroulent dans le cadre de la Semaine Economique de la Méditerranée

